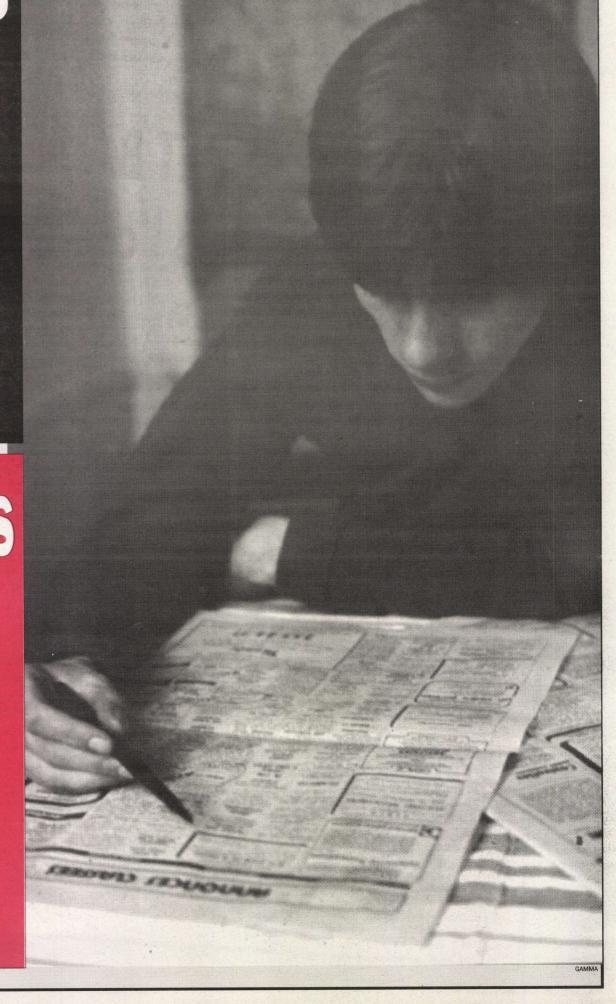


Hebdomadaire - paraît le vendredi - nº 1301 - 11 juin 1993 - prix : 9 F

Subventions pour le patronat d'un côté

Licenciements
et baisse
des salaires
de l'autre!



SUBVENTIONS POUR LE PATRONAT d'un côté

Sous prétexte d'aides à l'emploi, Balladur avait lancé un plan de subventions au patronat. Comme cela ne suffisait pas à ce dernier, il a dû en lancer une version corrigée. Mais les représentants patronaux n'ont même pas consenti à déclarer qu'ils feraient un effort pour embaucher. Un certain nombre d'instances patronales ont même déclaré avec cynisme que ces plans sont bons pour ce qu'ils comportent de subventions diverses, mais que cela ne leur

moins de deux ans -, ce n'est peut-être ni un candidat UDF, ni un RPR qui passera. Et ils voudraient bien que le patronat se montre plus compréhensif en essayant de tempérer l'extension du chômage, ou au moins de le rendre moins visible.

Mais non, le patronat ne l'est pas. Il n'a pas été reconnaissant aux socialistes de ce qu'ils avaient fait pour lui et il ne l'est pas plus vis-à-vis des hommes de la droite.

Alors cette droite-là en est à

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Mais les dirigeants syndicalistes patronaux représentent les patrons comme les dirigeants syndicalistes ouvriers représentent les travailleurs. Et ce qu'ont consenti à dire les huiles du CNPF en sortant de Matignon n'est, même dans ce domaine, certainement pas ce que consentiront à faire les patrons.

Ceux-ci voudraient maintenant que ce soit le gouvernement qui relance la consommation. Mais même en relançant l'inflation, même en sacrifiant la stabi-

LICENCIEMENTS ET BAISSE DES SALAIRES

ferait pas embaucher un salarié de plus.

Les subventions, ils en veulent bien ; le paiement par l'État des cotisations d'allocations familiales, ils sont pour ; les cadeaux sur la TVA, ils prennent ; mais créer des emplois, non merci!

Dans les jours qui ont suivi l'annonce des plans de Balladur, les patrons ont commencé à dire tout crûment que les quelques dizaines de milliards qu'on leur donnait, c'était bien, mais que pour créer des emplois il leur fallait des clients pour développer leurs ventes.

Ce qu'ils n'ont pas dit, bien sûr, c'est que s'il y a de moins en moins de clients pouvant payer – car c'est bien de cela qu'il s'agit –, c'est à cause de ceux qui ont choisi de licencier pour maintenir les bénéfices, quand ils ne faisaient pas effectuer leurs fabrications dans des pays où des dictateurs se chargent de maintenir les salaires à un bas niveau.

Le gouvernement RPR-UDF, lui, aimerait bien un peu plus de compréhension de la part du patronat. En effet, même si la cote de Balladur dans les sondages est encore élevée, même si celle de Pasqua spéculant sur l'insécurité est bonne, le gouvernement sait bien que lors de l'élection présidentielle – dans

de l'autre!

implorer: "Un petit geste, Messieurs les patrons! Soyez gentils avec nous, on vous sert bien, vous savez bien que la gauche risque de revenir!" Mais les patrons s'en moquent. Ils savent par expérience qu'ils seront aussi bien servis par les uns que par les autres.

Balladur et quelques-uns de ses ministres ont donc été jusqu'à organiser la réception en grande pompe du CNPF, le Conseil du Patronat Français, avec son président Périgot et ses présidents de fédérations. On nous a dit que Balladur, "fâché", allait "exiger des engagements du patronat".

Mais Balladur, s'il était peutêtre malheureux, n'a pas osé se fâcher. Les représentants syndicaux des patrons français ont tout juste consenti à ne pas faire de déclaration hostile. Ils ont simplement accepté de demander aux patrons d'embaucher 150 à 200 000 jeunes en contrat emploi-formation. C'est les 200 000 jeunes qu'il y avait dans le plan Balladur et pour lesquels il avait déjà dégagé quelques milliards supplémentaires. La montagne gouvernementale a accouché d'une souris chômeuse de plus.

lité du franc, le gouvernement serait bien incapable de relancer la consommation, anéantie par la rapacité du patronat.

Car en attendant, celui-ci continue de licencier et se croit de plus
en plus tout permis; comme ces
patrons qui en sont à demander
à leurs salariés de signer pour la
baisse des salaires, sous peine
en cas de refus de se placer dans
une procédure de licenciement!
Le projet du gouvernement de
verser une "compensation salariale" en pareil cas, que les
patrons avaient interprété comme un feu vert à la baisse autoritaire des salaires, a même dû
être retiré en catastrophe...

On voit mal, avec une telle attitude, d'où pourrait venir la
"relance" par la consommation!
Il est vrai qu'en fait le patronat
n'en a cure, tant que ses profits

Se portent bien.

Quant à Balladur, Pasqua et
Chirac, l'avenir dira s'ils pourront vivre jusqu'à l'élection présidentielle simplement sur leur
actuelle cote dans les sondages.
En tout cas, ils ne pourront sûrement pas compter sur un geste de
la part du patronat, qui ne prend
pas beaucoup de gants avec les
travailleurs, et qui en prendra
manifestement encore moins
avec ses larbins politiques.

Arlette LAGUILLER

Sans regret

LA MORT DE RENÉ BOUSQUET

Un dossier enterré bien avant le personnage

Après la mort de René Bousquet, le 8 juin, abattu par un homme aujourd'hui présenté comme un illuminé ou un fou, on entend un étrange concert de lamentations, particulièrement hypocrites, sur les ondes et dans la presse. Les coups de revolver tirés par cet homme, Christian Didier, auraient empêché que "justice soit faite", que le procès du régime de Vichy ait enfin lieu.

De qui se moque-t-on? Il y a cinquante ans que ce haut fonctionnaire du régime de Vichy vivait une existence dorée à l'abri des poursuites. Peut-être, il est vrai, allait-il passer enfin aux Assises pour crime contre l'humanité, un demi-siècle après des faits connus et avérés dans lesquels sa responsabilité n'a jamais prêté à aucun doute. Mais qui dit, alors que le procès a pu être étouffé depuis 1945, qu'il n'en aurait pas été de même cette fois-ci?

La "justice" joue la montre

Car dans cette affaire Bousquet, comme dans celles de Papon et de Touvier eux aussi inculpés de crimes contre l'humanité, la Justice avait pris tout son temps. A tous les niveaux de l'institution judiciaire et de l'appareil d'Etat, sous la droite comme sous la gauche, personne n'avait envie de tels procès.

Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde sous Vichy, responsable de la déportation d'enfants juifs, voit son dossier traîner depuis onze ans. Touvier, ancien chef de la milice lyonnaise, a bénéficié d'un non-lieu en 1992. Bousquet, lui, avait vu son dossier rouvert en 1978, mais ce n'est que ces jours-ci que l'on avait annoncé son prochain passage aux Assises. 83 ans, 79 ans, 84 ans : les âges respectifs des trois inculpés disent assez bien que derrière sa prétention à faire "toute la lumière" la Justice mé, en 1942, secrétaire général misait surtout sur l'extinction des poursuites en même temps que des (mollement) poursuivis.

Georges Kiejman, un avocat proche de Mitterrand, avait, en tant que ministre socialiste, récemment mis les cartes sur table, déclarant inopportun de "réveiller les fantômes du passé". D'autant moins opportun, d'ailleurs, que lesdits fantômes ont un passé, parfois encore un présent mais surtout une "famille": la bourgeoisie française, ses "élites", son Etat qui auraient pu se voir reprocher les mêmes faits, la même politique que Bousquet ou Papon.

qu'un René Bousquet ait pu couler une retraite dorée dans le 16ème arrondissement, après une vie bien remplie de haut fonctionnaire devenu banquier.

Bien sûr, cette quiétude avait été perturbée, en 1978, par les déclarations d'un Darquier de Pellepoix -ancien commissaire de Vichy aux affaires juivesimpliquant dans la presse son supérieur direct. Bousquet, sorti d'un anonymat qu'il partageait avec des dizaines de milliers d'autres de son espèce, avait dû démissionner de son poste d'administrateur d'une des plus grandes banques françaises, Indosuez. Mais il fallut treize ans avant que ne s'ouvre une instruction pour crime contre l'humanité. Et encore deux ans avant que l'on envisage sa comparution devant des Assises...

Un "premier flic de France" et tous les autres...

Lorsque Bousquet fut nomde la police de Vichy -avec rang de ministre- à même pas 33 ans, il avait déjà derrière lui une carrière remarquée : plus jeune préfet de France, il avait été de plusieurs cabinets ministériels, notamment sous le Front populaire. Décrit par le journal Le Monde comme un modèle de haut fonctionnaire promis à "un bel avenir" dans la haute administration du fait de ses compétences, il allait effectivement mettre celles-ci au service de la politique, des intérêts d'alors de la bourgeoisie française et de son

C'est lui qui patronna la rafle Il y avait bien trop de monde du Vel' d'Hiv'; lui qui devança intéressé à cela pour s'étonner les demandes de l'administra-

tion nazie, en ordonnant la déportation des enfants juifs de moins de 16 ans, jusqu'alors épargnés ; lui qui organisa la chasse aux communistes.

Et il y en eut, des juges, des policiers, des fonctionnaires d'autorité pour se faire les pourvoyeurs zélés du pétainisme en victimes. Les gendarmes et policiers de la rafle du Vel' d'Hiv' n'eurent jamais de comptes à rendre, et leurs chefs encore moins. La bourgeoisie française ne pouvait mettre en accusation sa propre politique, ni ceux qui en avaient été les instruments et qui allaient continuer de la servir dans un autre contexte politicomilitaire, après la guerre!

Les mêmes hommes au service d'une même bourgeoisie

Hormis quelques sous-fifres promus boucs émissaires, l'appareil d'Etat traversa sans encombre la période de la "Libération". Ses responsables avaient d'ailleurs généralement su s'acheter à temps un brevet de résistant, garantissant la poursuite d'une brillante carrière, toujours au service de la bourgeoisie.

Quant à la routine de cet appareil d'Etat, était-elle bien différente entre cet "avant" pétainiste et cet "après" la "Libération" qui débuta, le 8 mai 1945, jour de la capitulation du Reich, avec le bombardement par l'aviation française de la population algérienne, à Sétif? Ou quand, du Vietnam en Algérie, en passant par Madagascar, on pouvait suivre à leur trace sanglante les "exploits" commis, couverts ou commandés par les membres, militaires ou civils, de

l'appareil d'Etat français?

L'histoire d'un Bousquet est de ce point de vue exemplaire. Victime de règlements de compte entre politiciens vichystes, assigné à résidence en Allemagne, il revint en France comme "déporté". Arrêté malgré tout, son procès se solda par une condamnation symbolique dont il fut aussitôt relevé pour "services rendus à la résistance". Blanchi, ayant récupéré sa Légion d'honneur, son passé de haut fonctionnaire efficace ne pouvait que le servir. Un de ses juges, radical-socialiste et patron de presse, le propulsa à la tête de son propre journal. Toujours sous l'étiquette radicalsocialiste, Bousquet fut même présenté aux législatives, même si c'est surtout en tant que banquier et administrateur de sociétés qu'il allait exercer ses talents. D'autres, au passé aussi voyant que le sien, menèrent une belle carrière au sommet de l'Etat. Ainsi Papon, responsable de la déportation de nombreux Juifs, occupait en 1961-1962 le poste en vue de préfet de police de Paris, responsable des morts de la manifestation de Charonne et de ceux des manifestations algériennes, avant de conclure en beauté comme ministre du Budget de Giscard!

Alors Christian Didier est peut être fou. Mais les commentaires sur le personnage servent surtout à faire oublier cette prétendue "justice" et cet Etat qui allaient faire semblant de se pencher lentement sur les faits ; après cinquante ans passés à les oublier et à protéger des milliers de Bousquet et autres serviteurs d'une bourgeoisie qui les tenait et les tient encore, à juste titre, pour les siens!

Pierre LAFFITTE

Réunion du Cercle Léon Trotsky

LES ETATS-UNIS DANS LES ANNÉES TRENTE: CRISE, "NEW DEAL" **ET LUTTES OUVRIERES;**

Vendredi 25 juin 1993 à 20 h 30, Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor à Paris (5e). Métro: Maubert-Mutualité. Participation aux frais: 20 F.

FÊTES LUTTE **OUVRIÈRE**

• à Montpellier

Samedi 26 juin à partir de 15 heures,

route de Palavas,

camping "1'Oasis palavasienne"

> Bus n° 17, départ gare routiere, arret "l'Oasis".

• à Bourges

Dimanche 27 juin de 10 h à 21 h Jardin des Près-Fichaux.

Leur société



Après la présentation de son plan au CNPF et l'affirmation un peu rapide du président de celui-ci, François Périgot, disant avoir "vraiment décidé de nous attaquer tous ensemble au problème du chômage", Balladur n'a eu que très peu de temps pour s'illusionner sur le soutien qu'il pouvait recevoir du côté des patrons. Et en particulier, du côté de ceux de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), l'une des plus puissantes au sein du CNPF puisqu'elle regroupe 20 000 entreprises, dont les plus importantes de l'industrie automobile, mécanique, électronique, aéronautique et minière.

"J'ai le sentiment d'avoir fait un effort considérable pour les entreprises" déclarait Balladur à l'issue de la rencontre. Mais l'UIMM n'en jugeait pas ainsi. François Périgot avait à peine fini d'expliquer que, tout compte fait, "il est difficile d'avoir plus que ce qui a

été annoncé" même si "certaines mesures pourraient être optimisées", que les dirigeants de l'UIMM, dans un texte virulent, dénonçaient les mesures gouvernementales comme notoirement insuffisantes, voire complètement inef-

Ainsi "le rééquilibrage des comptes sociaux" par le prélèvement fiscal, selon l'UIMM, a pour conséquence que "les consommateurs ne bougent pas plus que les investisseurs". Donc résultat : zéro. Les mesures pour alléger la trésorerie des entreprises ? D'abord, elles ont trop tardé. Ensuite, "si longtemps attendues, elles arrivent à un moment où elles ne sauraient suffire malheureusement à rendre optimistes les entrepreneurs". Le dispositif visant à supprimer le décalage dans le remboursement de la TVA aux entreprises par l'Etat ? Il bénéficie immédiatement – et encore de façon insuffisante – aux petites et moyennes entreprises mais pas aux plus importantes. Voilà qui n'est bien sûr pas satisfaisant pour les patrons de l'UIMM.

Selon ceux-ci, le plan Balladur est donc à revoir entièrement : "Le plan de

redressement financier du gouvernement, aussi pertinent soit-il, souffre de l'absence d'une vision globale et approfondie des perspectives industrielles". En particulier, qu'est-ce que c'est que cet "attachement à la parité franc/mark"? Pour l'UIMM, une bonne dévaluation du franc assortie de quelques fortes mesures protectionnistes relancerait la consommation intérieure et favoriserait les ventes - et donc les profits - des industriels français sur les marchés étrangers.

En somme, ces maîtres de forges d'aujourd'hui que sont les grands patrons de la métallurgie ou de l'automobile préconisent une fuite en avant, et tant pis s'il faut la payer plus tard; ils savent que de toute façon la facture ne sera pas pour eux.

Quant à l'assurance maladie ou l'assurance vieillesse, l'UIMM n'a que faire de l'effondrement possible de l'ensemble du système. Si le déficit de l'UNEDIC est qualifié de "grave" dans son texte, c'est pour ajouter immédiatement qu'il serait temps de "lutter contre la fraude (sait-on que 30 % des intérimaires (...) perçoivent indûment des indemnités de chômage ?)" La voilà trouvée, selon eux, la raison du gouffre qui se creuse dans les caisses de chômage!

Une partie du grand patronat se montre ainsi plus vorace, plus irresponsable aussi, que Balladur ne s'y attendait probablement. Et ces chefs d'industrie, que sa politique économique ne satisfait pas encore assez, ne se sentent pas du tout tenus de faire semblant – avec Périgot – de se mobili-

ILS DÉLOCALISENT POUR MIEUX PROFITER

Les sénateurs de la majorité se sont alarmés. Les délocalisations d'activités dans les pays à bas coût de maind'œuvre seraient destructrices d'emplois, vient par exemple d'affirmer le sénateur centriste de la Mayenne Jean Arthuis, dans un rapport remis le 3 juin à Balladur.

"Le feu est dans la maison" s'est alarmé le sénateur. Trois à cinq millions d'emplois seraient menacés en Europe du seul fait des délocalisations. De 1975 à 1990 les effectifs de l'industrie électronique européenne ont baissé de 250 000 à 190 000, ceux de l'industrie française du textile et de l'habillement de 680 000 à 380 000, ceux de l'industrie de la chaussure de 84 000 à 44 000.

Les pratiques de bien des entreprises, parmi les plus grandes, accentuent le phénomène. L'avionneur McDonnel Douglass fait réaliser le montage de ses movencourriers en Chine, la comptabilité de la Swissair est effectuée en Inde, la billeterie de Lufthansa aux Philippines. Dans ce même pays où le salaire horaire moyen d'un ouvrier qualifié est de 4 F, la Bibliothèque de France conçoit et réalise son catalogue. Auditionné par la commission sénatoriale, Bernard Attali, le PDG d'Air-France, n'a pas exclu de faire assurer une partie de l'entretien de la flotte aérienne par la compagnie tchèque CSA, récemment acquise par le groupe.

Dernière en date des délocalisations qui ont fait la "Une" de l'actualité : celle de Christofle, une entreprise d'orfèvrerie de luxe qui a décidé de partir au Brésil avec l'argenterie. Deux cents licenciements sont prévus dans l'usine de Saint-Denis (banlieue parisienne) sur un effectif actuel de 405 personnes. Il ne s'agit pas pour ce groupe de réduire sa production mais au contraire d'augmenter celle des usines

qu'il a installées au Brésil et où, bien sûr, les salaires sont bien moindres.

La raison de cette politique est simple, évidente même : produire à bas prix dans certains pays pauvres pour ensuite réim-

chés encore solvables des pays occidentaux. Un industriel cité par le rapport Arthuis le dit tout net : "L' intérêt des délocalisations, c'est que même si l'emploi diminue, le profit, lui, reste en France".

Le phénomène évidemment n'est pas très nouveau. Il est d'ailleurs aussi vieux que la bourgeoisie elle-même qui a toujours cherché à investir ses

capitaux là où le profit était pour elle le meilleur. La période coloniale fut d'une certaine façon l'âge d'or des délocalisations. Un petit nombre de puissances s'étaient à cet effet partagé le monde pour porter les marchandises destinées aux mar- offrir à leur propre bourgeoisie, commer-



"Délocaliser", cela signifie précisément pouvoir surex-

ploiter des travailleurs.

Aventurier/Gamma

SAUF POUR PRENDRE L'ARGENT

ser pour "stopper la progression du chômage à la fin de l'année". Le chômage n'est pas leur problème. Au Premier ministre et aux politiciens les préoccupations électorales. Les patrons sont patrons de fait, sans avoir de comptes à rendre à personne, si ce n'est à leurs actionnaires – et encore –. Ils entendent bien rester maîtres chez eux, dans leurs entreprises, sans qu'aucun gouvernement vienne leur dicter leur conduite. Ils veulent donc pouvoir continuer à licencier quand et comme ils l'entendent, manipuler les horaires

de travail en fonction de ce qu'ils estiment profitable, tripatouiller les salaires en toute liberté. Sous prétexte de crise économique, ils veulent prendre leurs aises avec les lois sociales et faire exactement ce qu'ils veulent. Le seul rôle qu'ils reconnaissent au gouvernement consiste dans l'attribution de toutes les aides possibles.

Le reste, tout le reste, les incommode. Quant aux organisations syndicales, l'UIMM leur dénie même tout rôle, si l'on en juge par son texte qui affiche à leur égard un rare mépris : "Les organisations syndicales, pour leur part, ont choisi visiblement de faire comme si elles existaient toujours..."

Ils oublient seulement un détail : les travailleurs eux existent toujours et, même en nombre réduit par les licenciements, c'est encore et toujours eux qui fabriquent les richesses ; et qui pourraient un jour jeter à bas toute cette arrogance.

Lucienne PLAIN



Stevens/Gamma

çante et industrielle, de véritables empires où les richesses pouvaient être pillées à loisir et les populations surexploitées.

Les délocalisations d'activités gagneraient-elles aujourd'hui en ampleur? Peut-être! En tout cas la comparaison des coûts de la main-d'œuvre dans différents pays, publiée par la commission des Finances du Sénat, est éloquente. Si en France le coût horaire moyen pour un ouvrier qualifié est de 55 F (y compris la part patronale des cotisations sociales), il est de 23 Fà Taïwan, 15 F en Tunisie, 11 F en Hongrie, 10 Fau Maroc, 5 Fen Pologne, 2,60 F aux Indes, etc. Entre ces chiffres il y a toute la misère des pays pauvres et, en contre-point, les énormes profits que peuvent réaliser les entreprises délocalisatrices.

Mais le rapport du sénateur Arthuis n'a pas pour but de verser des larmes; ni sur l'accroissement du chômage en France, ni sur la surexploitation des travailleurs du Tiers Monde ou des pays de l'ex-Europe de l'Est. Il est seulement l'occasion d'apporter encore quelques arguments favorables aux revendications patronales quant à la cherté de la main-d'œuvre en

France ou, et c'est un peu la même chose, quant à la trop forte fiscalité qui pèse, paraît-il, sur les entreprises travaillant dans l'hexagone.

Le rapport du Sénat aboutit donc, dans cette logique, aux sempiternelles recommandations: réduire massivement les charges qui "handicapent" les entreprises et les transférer, par l'augmentation de la TVA et la fiscalisation de la protection sociale, sur les consommateurs, c'est-à-dire sur la grande majorité de la population.

Et puis, le rapport ne le dit pas, mais on devine ce que pensent bien des patrons : après tout si en France les travailleurs veulent garder leur emploi, ils n'ont qu'à accepter les salaires du Tiers Monde. Les patrons ont même commencé à appliquer ce beau programme, entre autres en voulant imposer des baisses de salaires.

Et si un jour la lutte des travailleurs – ceux du Tiers Monde comme ceux d'ici – finissait par renverser cette logique en imposant le nivellement des salaires, non par le bas mais par le haut ?

Georges LATTIER

Morin-Emballage,
Potain,
Biscuiterie Nantaise...

LES PATRONS À L'ATTAQUE CONTRE LES SALAIRES

Le patron de Raymond Morin Emballages à Sarrebourg a remballé son projet de suppression de la prime de fin d'année et de baisse de 5 % des salaires, qui touchait 480 travailleurs de cette entreprise spécialisée dans l'emballage agro-alimentaire.

Les "envoyés spéciaux" du ministre du

Travail Michel Giraud, qui sont restés près de six heures dans son bureau, ont eu gain de cause, c'est-àdire que Morin obtiendra peut-être plus tard une baisse de ses coûts salariaux, mais en y mettant un peu plus les formes.

Au moment où le gouvernement incitait les chefs d'entreprise à y aller doucement sur les licenciements afin de ne pas donner à penser que la pseudo lutte pour l'emploi ressemble à s'y méprendre à une lutte contre les salaires, il était quand même plus facile, pour brouiller les pistes, de rappeler à l'ordre une PME plutôt que de s'en prendre au grand patronat représenté par le CNPE.

Qu'ont promis en échange les envoyés de Balladur, on aimerait bien le savoir... Mais on peut hasarder une hypothèse. Après tout, c'est désormais une spécialité du gouvernement, quelle qu'en soit la couleur politique d'ailleurs, d'arroser les patrons, alors pourquoi Morin Emballages n'aurait-il pas sa part aussi ? Pourquoi pas une promesse de la direction départementale de l'emploi d'être la plus coulante possible dans le futur ?

Inspiré par les chantages à la baisse des salaires et l'atmosphère de licenciements-minute qui flotte depuis quelques semaines sur les entreprises du pays, Jean-Jacques Morin, le PDG de cette entreprise de Sarrebourg, n'y avait pas été de main morte.

La "missive", selon ses propos, envoyée par la direction aux travailleurs de cette entreprise avait tout d'un ultimatum : "Choisir dans les quarante-huit heures entre une baisse (provisoire) des salaires de 5% ou se mettre en situation de licenciement économique". Avec pour clore le tout, la mention au bas de la lettre : "A retourner avec la mention : bon pour acceptation". Sinistre et cynique.

Interrogé par L'Est républicain, un travailleur a précisé: "On n'avait pas trop le choix. (...) Même si ça fait beaucoup d'argent. Je gagne tout juste 7 000 F et j' ai fait le calcul. J'aurais perdu 8 à 10 % de mon salaire mensuel et si on y inclut la prime de fin d'année, cela représentait près de 1 000 F par mois!".

Et, bien sûr, pour justifier cette baisse des salaires qui passait allègrement pardessus le code du travail, le patron chantait la même rengaine que ses collègues : la situation difficile, les carnets de commande non remplis, une baisse attendue du chiffre d'affaires. Pourtant en deux ans, cette entreprise avait connu une expansion exceptionnelle, embauchant 90 nouvelles personnes. D'autre part, elle est filiale d'un groupe très prospère, Alusuisse-Lonza, qui a vu sa branche "packaging" (emballage, c'est moins chic...) augmenter ses bénéfices de 14 milliards de centimes.

Pour la suite, Morin Emballages va "réfléchir", "avec les instances représentatives du personnel". Mais comme le seul syndicat dans l'entreprise était tout acquis aux arguments de la direction ("Il faut tout faire pour sauver l'outil de travail et le personnel, même si certains doivent en faire les frais", avait déclaré le représentant syndical FO), les travailleurs de chez Morin ne sont pas au bout de leur peine.

Car Morin Emballages reste certainement décidé à obtenir ce qu'une quarantaine d'entreprises auraient déjà obtenu dans le pays, c'est-à-dire la baisse des salaires. Chez Daum, les patrons ont imposé la semaine de 36 heures, soit une baisse salariale de 6 %. Chez Potain, ils ont réduit de 3 heures l'horaire hebdomadaire et imposé cent heures de chômage (baisse salariale: -5,5 %). A la Biscuiterie Nantaise, de -5 % à -15 % pour les cadres et -2,7 % à la MAAF (une mutuelle).

Car le patronat, grand ou petit, sait ce qu'il veut. Et tout ce qui va dans le sens des intérêts des capitalistes est selon lui "moderne", tandis que tout ce qui s'y oppose un peu serait "archaïque". Il empoche la manne qui tombe des caisses de l'Etat, et la mise peut grimper de 13 à 50 milliards, comme on l'a vu ces temps-ci. Mais il n'entend pas faire de concessions en échange. Il entend pouvoir continuer à licencier ou réduire les charges salariales à sa guise, et maintenant réduire carrément les salaires. Alors bien sûr, le gouvernement tente de le freiner un peu. Mais si peu. Et ce n'est que lorsqu'il tombera vraiment sur une réaction ouvrière qu'il devra ravaler sa morgue.

Jacques FONTENOY

L'affaire Péchiney en Péchiney en correctionnelle correctionnelle

LES INITIES CONTINUENT LEURS AFFAIRES

prévenus comparaissent devant la XIe chambre du tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire du rachat de la société Triangle par le groupe nationalisé Péchiney. Quatre sont inculpés de "délit d'initiés", et neuf de "recel de délit d'initiés".

L'annonce de la transaction, le 21 novembre 1988, avait fait exploser le cours de cette action qui avait bondi en huit jours de 55 à 365 F. Il va sans dire que tous ceux qui avaient pu avoir vent de l'opération en cours pouvaient, en se procurant des actions d'un titre jusqu'alors guère prospère, se constituer un joli pactole pour peu qu'il y ait un effet d'annonce bien mené. Ce rôle allait revenir à Rocard, le Premier ministre de l'époque, qui annonça la veille de la signature entre Gandois, le PDG de Péchiney, et Peltz, le propriétaire de Triangle, "une grande et bonne nouvelle"

La "grande et bonne nouvelle" était que le producteur d'aluminium allait désormais s'attaquer au marché des emballages alimentaires sur le marché américain. Mais pour une poignée de

Cinq ans après les faits, neuf personnes habituées des allées du pouvoir, il y avait aussi une prime à empocher.

La SEC, l'équivalent américain de la COB, la commission chargée du contrôle des opérations boursières, signala vite à l'institution française des mouvements suspects de rachats d'actions : il s'en échangea 220 000! Le délit d'initié, c'est-àdire l'utilisation d'informations exclusives pour réaliser une opération boursière à son avantage, pointait le bout du nez. Des noms furent lâchés: Traboulsi, homme d'affaires libanais qui servit d'intermédiaire dans la transaction, et Alain Boublil, chef du cabinet de Pierre Bérégovoy, alors ministre des Finances. Boublil qui avait supervisé la transaction au nom de l'Etat fut contraint, par la suite, de démissionner, jouant ainsi son rôle de fusible pour protéger Bérégovoy.

Mitterrand avait dénoncé ceux qui gagnent leur argent "en dormant", mais son ami intime Roger-Patrice Pelat semblait dans la confidence... depuis un déjeuner organisé par Bérégovoy, pour son 40e anniversaire de mariage!

A l'époque, on ne savait pas encore que Bérégovoy lui avait emprunté, deux ans auparavant, un million de francs sans intérêts... ce qui aurait été assez pour estimer que Bérégovoy pouvait penser devoir quelque chose à Pelat... Toujours est-il que, dans les jours suivant ce déjeuner, Pelat acheta 30 000 titres (plusvalue: 6,6 millions de francs). De même, Max Théret, ancien PDG de la FNAC et proche du PS, invité également au déjeuner, acheta 32 000 actions (plus-value: 8,8 millions de francs). Des proches, des intermédiaires, des banquiers, quelques comparses furent également dans la confidence. Au total, l'affaire a rapporté à tout ce joli monde près de 70 millions de francs de plus-values.

Un ex-directeur de cabinet, six patrons et hommes d'affaires et deux spécialistes des marchés se retrouvent dans le box. Pelat qui est décédé n'y sera pas et Bérégovoy, qui aurait pu être appelé à témoigner, non plus. Comparaissant en correctionnelle, les inculpés ne risquent pas grand-chose et pourront bien vite retourner à d'autres bonnes affaires.

culminant d'une série de scandales qui ont rappelé que, sous la gauche comme sous la droite, du moment que les équipes gouvernantes servent les intérêts des possédants, l'argent et le pouvoir font bon ménage. Et, dans cette société prétendument démocratique, claire et limpide, il faut un scandale pour mettre à jour ces

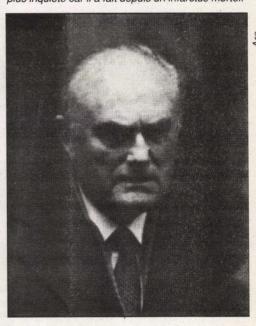
relations entre hommes de l'appareil d'Etat et monde des affaires; un monde qui se rencontre à bord de yachts, négocie dans des suites de l'hôtel Ritz de Paris ou au Waldorf Astoria de New York, et glisse des tuyaux boursiers entre deux mets fins servis au restaurant "Chez Edgar". Un monde qui prêche aux autres l'austérité et préfère régler ses affaires dans l'ombre plutôt qu'à la

Et c'est pour les mêmes raisons que, cinq ans après, on ne trouve finalement dans

Il reste que celle-ci fut le point le box que les comparses en chef, mais ni le PDG de Péchiney, ni celui de Triangle (qui a simplement fait savoir qu'il n'était pas disponible en juin...), ni aucun représentant du gouvernement de l'époque. L'opacité du monde des affaires et la raison d'Etat ont déjà repris leurs droits.

Jacques FONTENOY

Patrice Pelat : un des principaux initiés... qui ne sera plus inquiété car il a fait depuis un infarctus mortel.





Selon une récente étude de l'INSEE, les cadres sont de plus en plus victimes du chômage. Dans cette catégorie de salariés, le nombre des sansemploi aurait triplé entre 1988 et 1992, passant de 35 000 à plus de 100 000. Un nombre croissant d'entre eux — 8% contre 3.5% en 1986 — devrait abandonner leur statut privilégié pour

pouvoir retrouver du travail.

Cette situation n'est pourtant pas liée à une quelconque réduction du personnel d'encadrement au sein des entreprises. Au contraire, dans leur ensemble, ces dernières continuent à créer de tels postes. Sur la période 1991-1992, le solde s'éleverait même à 170 000 emplois supplémentaires.

LES CADRES AUSSI SUR LE PAVÉ

En fait, cette catégorie de salariés, certes mieux payés que les autres, n'est plus épargnée par la politique générale du patronat. Comme toutes les autres, elle subit désormais la pression visant à faire baisser les rémunérations. Le rapport de l'INSEE souligne ainsi que les entreprises renouvellent de plus en plus leur personnel d'encadrement, non pour des raisons d'ordre technique, mais bien par souci d'économie. Elles poussent ainsi vers la porte des cadres qui, avec l'ancienneté, émargent à un haut niveau de salaire, pour embaucher à leur place soit de jeunes diplômés,

soit des salariés "non cadres" promus au sein de l'entreprise, beaucoup moins exigeants en matière de rémunération.

En les rendant eux-mêmes victimes de la loi du profit, le patronat se charge donc de rappeler à ses "collaborateurs" que — zélés ou pas lorsqu'il s'agit de faire trimer les autres, voire de désigner les travailleurs en "sureffectif" — les cadres ne sont finalement que des salariés. Et qu'à ce titre, il peut du jour au lendemain les jeter à la rue et les priver de tous leurs avantages.

R.M.

Oléagineux

LES PETITS PAYSANS PAC - GATTES

signer avec ses partenaires européens l'accord commercial conclu en novembre dernier par la CEE avec les Etats-Unis, dans le cadre des marchandages du GATT et concernant les oléagineux (colza, tournesol, soja), les représentants du gouvernement français, Juppé, Longuet et Lamassoure, viennent de donner un bel exemple du fait que le discours tenu dans l'opposition et la politique menée au gouvernement sont deux choses bien différentes voire opposées!

Les actuels gouvernants entérinent donc ce qu'ils appelaient hier rien moins qu'un "Munich agricole", et une capitulation devant la pression américaine. Et dans l'hémicycle parlementaire, maigre phalange de députés socialistes, maintenant dans l'opposition, n'a pas manqué cette occasion de jouer bruyamment du pupitre dénonçant à son tour la "trahison" face au "diktat américain". C'est de bonne guerre... même si, au gouvernement, ils auraient mené une politique voisine.

Car tout le problème pour le gouvernement français, quel qu'il soit, est bien sûr qu'il doit trouver un semblant d'équilibre entre un rapport de forces économique largement en faveur des Etats-Unis et permettant à ceux-ci d'obtenir des marchés plus ouverts à leurs produits, et les milieux paysans qui réclament des mesures protectionnistes pour les leurs.

Pour faire avaler la pilule au monde paysan, il fallait donc que le gouvernement puisse se prévaloir de quelques avantages. Ses partenaires européens lui ont offert de quoi mettre un peu d'huile dans les

En acceptant finalement de rouages, notamment en augmentant le montant de la prime de jachère versée par la Communauté européenne. De quoi trouver moins amer un accord international qui n'a trouvé que la jachère comme solution en imposant notamment une limitation à cinq millions d'hectares des surfaces cultivables en oléagineux ; cette limitation se confond avec celle déjà prévue par la politique agricole commune, cependant si la CEE renonçait à la jachère dans l'avenir, il resterait du fait du GATT, une jachère permanente de 10 %.

Comment réagissent les syndicats de paysans ? "Déçu", le président de la Fédération des producteurs d'oléagineux et protéagineux reste patient car il a obtenu que les dépassements de surfaces pénalisables soient recensés pays par pays. Le représentant de la FNSEA est bien modéré lui aussi. Il attend la renégociation d'ensemble du volet agricole du GATT. Le mécontentement est plus sensible du côté du CNJA (Jeunes Agriculteurs): "Où sont passés les engagements de la campagne électorale", et le "véto immédiat" de la droite sur la question des oléagineux, interroge-t-il. La Confédération paysanne, plus radicale, s'attend à une capitulation générale lors de l'accord général agricole et menace d'un nouveau blocus paysan de la capitale.

Les premières victimes de ces jachères dans le monde agricole seront les petits paysans, dont la marge de manoeuvre est la plus étroite voire inexistante parce qu'ils sont déjà trop endettés. Mais ceux qui prétendent les représenter semblent pour la plupart plus solidaires du gouvernement.

J.F.

MANIFESTATION LE 19 JUIN

NON AUX LOIS DISCRIMINATOIRES!

"Code de la nationalité", lois sur les contrôles d'identité, restrictions sur les droits des réfugiés et aggravation des conditions de séjour pour les immigrés, le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour mettre de l'huile sur le feu, et il alimente le racisme et le nationalisme. En se plaçant sur le terrain de Le Pen, il essaye de récupérer l'électorat des "Dupont Lajoie" et veut faire oublier que le principal problème, le chômage, c'est aux capitalistes qu'on le doit et pas aux travailleurs immigrés.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser diviser, ni à laisser le gouvernement instaurer la "chasse au faciès", mettre des barbelés et des miradors et installer des camps d'internement sous prétexte de "lutte contre l'immigration clandestine", mesures qui n'empêcheront pas pas ceux qui fuient la misère de tenter leur chance, ni des patrons de profiter de cette main-d'œuvre plus vulnérable, mais rendront l'atmosphère dans le pays encore

Le 19 juin, une quarantaine d'organisations appellent à manifester contre les projets d'exclusion. Des manifestations sont prévues à Paris et en Province. Lutte Ouvrière s'y associe, et nous appelons tous les travailleurs, conscients qu'il s'agit de la défense de leurs intérêts, à y

SUISSE PETITE ARMÉE GROS PROFITS QUAND MÊME

Le 6 juin, en Suisse, les électeurs étaient appelés à répondre à une question sur la "modernisation" de l'armée de l'air (et la construction de nouvelles places d'armes). En fait, ce référendum a permis aux partis de droite et du centre, jouant d'une supposée menace extérieure (l'ex-Yougoslavie n'est qu'à 300 kilomètres...) de persuader les électeurs d'accepter un accroissement des dépenses militaires.

Que dans un monde qui apparaît de plus en plus instable, les petits bourgeois suisses imaginent leur pays, avec ses banques, son chocolat et son niveau de vie, comme l'objet de bien des convoitises, n'a rien, a priori, de bien étonnant. Même si - ou plutôt d'autant plus - que la Suisse n'échappe pas aux contrecoups de la crise capitaliste mondiale : depuis plus de deux ans, la consommation des ménages diminue tout comme le produit intérieur brut, tandis que les investissements productifs, eux, chutent.

Les autorités ont d'ailleurs insisté sur le fait que la commande d'avions de combat, forcément à l'étranger, aurait pour condition une part de sous-traitance pour des entreprises helvétiques. Bref, ce serait pour la bonne cause – la défense de l'emploi, évidemment! qu'il aurait été demandé aux habitants de la Suisse de mettre la main à la poche...

Mais ceux qui empocheront le gros lot sont, référendum ou pas, comme de ce côté-ci du Jura : vaches grasses, vaches maigres, ils s'entendent pour faire leur beurre sur le dos de la population.

UN MONDE CIVILISÉ ?

Six personnes sont mortes parmi les 120 qui ont sauté par-dessus bord, à l'entrée du port de New York, d'un cargo transportant quelque 300 clandestins chinois. Des "boat people", il en vient aussi en Europe qui, au prix de leur vie, essayent de passer la Méditerranée pour venir se faire exploiter dans des pays plus riches. Le capitalisme entretient l'inégalité et la misère dans le monde entier. C'est lui qui provoque ces conséquences inhumaines.

ET LE PATRONAT AH! QU'IL ÉTAIT BON LE TEMPS DE BÉRÉGOVOY

Les patrons des grandes entreprises ne sont pas contents. Après avoir annoncé à grande pompe la réduction à un mois du délai de remboursement de la TVA aux entreprises, le gouvernement a décidé de limiter l'application immédiate de cette mesure, à compter du 1er juillet, aux deux millions d'entreprises les plus petites. En août celles-ci pourront se faire rembourser la TVA qu'elles auront payée en juin et en juillet (et non, seulement en juin, comme jusqu'à présent).

Les 420 000 plus grandes entreprises qui, elles, rendraient la note bien trop salée pour les caisses de l'Etat, ne toucheront pas tout de suite ce rattrapage d'un mois. Au lieu d'argent sonnant et trébuchant, elles recevront une reconnaissance de dette de l'Etat, remboursable sur vingt ans et rémunérée au taux de 4,5 %

Les grands patrons sont d'autant moins contents qu'en plus, le gouvernement prend prétexte de cette réforme du règlement de la TVA pour annuler une mesure

précédente, due à Bérégovoy, leur permettant d'imputer immédiatement 10 % de la TVA du mois précédent. Et puis, ils n'aiment pas la monnaie de singe des dettes d'Etat, et encore moins les emprunts forcés. Au point que le CNPF en serait, selon le journal patronal Les Echos, à parler de "véritable guerre avec l'administration" car "l'indignation dans les rangs patronaux est très grande". Le CNPF en serait-il à regretter le Parti Socialiste au pouvoir?

ES ÉLECTIONS ESPAGNE

LA RECONDUCTION DE GONZALEZ

En obtenant 36,68% des voix et 159 sièges, le **Parti Socialiste** Espagnol a donc réussi à conserver la majorité à l'issue des élections législatives du 6 juin; marquées par une très forte participation: plus de 77% de votants, soit 8% de plus qu'en 1989.

Le Parti Socialiste devance de 4% et de 16 sièges le Parti Populaire, le parti de droite, et gagne 900 000 voix par rapport aux élections de 1989. Il reste notamment le parti qui recueille le plus de votes dans ses fiefs traditionnels, comme l'Andalousie, mais aussi au Pays Basque et en Catalogne où il devance les partis nationalistes.

Le Parti Populaire a notablement augmenté son score électoral de 1989 : 9% de plus, 3 millions de votes supplémentaires et un gain de 34 sièges, mais il a échoué dans son ambition avouée : devancer le Parti Socialiste et accéder au gouvernement.

En fait, il a surtout profité de l'effondrement du Centre Démocratique et Social, que dirigeait par le passé Adolfo Suarez, qui perd 13 sièges et 7% des voix, plus que d'un effritement de l'électorat socialiste.

Enfin, la "gauche unie", coalition dirigée par le Parti Communiste, ne progresse que très légèrement : elle obtient 9,6% des voix, soit 0,5% de plus qu'aux dernières élections et 18 sièges de députés, soit 1 député supplémentaire. Les partis nationalistes catalan - Convergence et Union (17 députés) – et basque le Parti Nationaliste Basque (5 députés) – restent stables. Herri Batasuna, le parti nationaliste qui affiche ses sympathies pour l'ETA, recule de 1,06 à 0,88% et obtient 2 députés au lieu de 4.

Le scénario "à la française" - l'écroulement du Parti Socialiste et la victoire de la droite - dont rêvaient les dirigeants du Parti Populaire ne s'est donc pas produit. Certes, il y avait formellement des similitudes entre la France et l'Espagne : le Parti Socialiste paraissait usé par onze ans de pouvoir, ébranlé par la crise économique et discrédité par des affaires de corruption. Mais le PSOE n'en a pas payé les conséquences ; car si les différents partis du gouvernement se ressemblent et défendent fondamentalement des deux côtés des Pyrénées les mêmes intérêts sociaux bourgeois, ils ne représentent pas aux yeux de la population et notamment de la classe ouvrière, les mêmes choses en Espagne qu'en France.

Grâce à son passé antifranquiste, à ses liens avec les travailleurs à travers l'UGT, syndicat d'importance comparable à celle des Commissions Ouvrières, le syndicat lié au PC, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol a bénéficié depuis la fin du franquisme, de l'appui des couches populaires et d'une fraction notable de la classe ouvrière. Le PSOE a capitalisé au début des années l'oppression 1980, à la fois le bénéfice du C'est cette crainte de beauretour au régime parlementai- coup de travailleurs de voir la re, après 40 ans de dictature droite revenir au pouvoir, finafranquiste, et celui des progrès économiques.

Il est d'autant plus facilement parvenu à s'imposer que pendant des années, la droite a été représentée par de vieux politiciens marqués par leur participation au régime franquiste, comme Manuel Fraga, l'ancien leader de la droite, qui été ministre de l'Information sous Franco, ce qui est tout un programme. Et la droite est restée, aux yeux de la majorité de la population espagnole, et notamment des

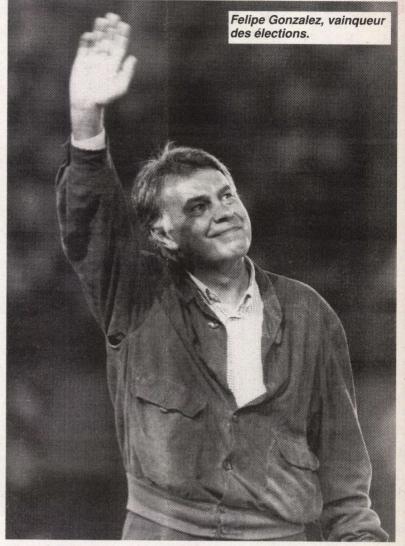
milieux populaires, comme le symbole de la dictature franquiste et de l'oppression antiouvrière.

Le Parti Socialiste a ainsi acquis une assise sociale et électorale qui lui a permis d'obtenir, trois fois consécutivement depuis 1982, la majorité absolue aux élections législatives, de contrôler les plus grandes villes espagnoles et la quasi-totalité des gouvernements régionaux.

Bien sûr, depuis 1982, les mesures antiouvrières, la politique favorisant le patronat, la spéculation financière et la crise ont entamé la confiance de bien des électeurs du Parti Socialiste. C'est sur cette désapprobation de l'électorat populaire et sur leur capacité à regagner de larges fractions de l'électorat petit-bourgeois que les nouveaux dirigeants de la droite espagnole - qui, eux, n'ont pas de passé franquiste avaient fondé leurs espoirs de gagner les élections.

Les dirigeants du Parti Socialiste, Gonzalez en tête, ont axé toute leur campagne sur la peur créée dans leur électorat par l'arrivée de la droite au pouvoir. secours, la droite revient" était leur thème essentiel; et la droite en Espagne, pour une grande majorité des milieux populaires, c'est le souvenir de la dictature franquiste et de antiouvrière. lement plus forte que la lassitude et la désapprobation causées par la politique antiouvrière du Parti Socialiste qui lui permettent de rester au gouvernement.

Bien sûr, le Parti Socialiste n'a plus la majorité absolue (il lui manque 17 députés) et il devra composer avec les partis nationalistes basque et catalan. Mais cela n'est pas un problème majeur pour Gonzalez: il l'a déjà fait par le passé, et les résultats à peine connus, Convergence et Union, le par-



ti nationaliste catalan qui a 17 sièges, a fait des offres de services. Cela donnera lieu sans doute à des marchandages qui alimenteront la chronique politicienne dans les semaines à venir, mais il n'est même pas dit que sur le plan parlementaire, ces élections créent pour Gonzalez une situation d'instabilité politique.

Au soir du 6 juin, bien des travailleurs espagnols ont dû se sentir soulagés en écoutant les résultats des élections. Mais leur soulagement va être de courte durée : les dirigeants espagnols pourront désormais se prévaloir de leur victoire électorale pour justifier la politique antiouvrière qu'ils vont continuer à mener. Car le seul enjeu de ces élections était en réalité de savoir qui, de Gonzalez ou d'Aznar, dirigerait le gouvernement qui s'attaquera de plus belle à la classe ouvrière espagnole.

Les dirigeants socialistes se multiplia les subventions et pour favoriser les investisseils présentent comme un succès le fait qu'aujourd'hui, un tiers des capitaux investis en Espagne soit d'origine étrangère.

Le fleuron de leur politique, c'était d'avoir attiré en Espagne, les capitaux du KIO (Bureau d'Investissement Koweïtien), chargé des investissements du Koweït en Europe. Le KIO (Koweït Investment Office) ne tarda pas à prendre le contrôle de secteurs importants de l'économie espagnole, notamment de la papeterie et de l'industrie chimique. Il faut dire

sont vantés d'avoir tout fait "assainit" les entreprises en payant leurs dettes et en licenments étrangers en Espagne et ciant des milliers de travailleurs.

Mais ce que fit le KIO pendant ces années, personne ne le sait très bien, ou ne tient à le dire. Assurément, énormément de profits. Et aussi beaucoup de spéculations financières, le dirigeant du groupe KIO en Espagne, Javier De La Rosa, n'ayant visiblement pas oublié de se servir au passage.

KIO a décidé, il y a plusieurs mois, après avoir empoché les bénéfices, de se retirer d'Espagne, en prétextant qu'à cause de la mauvaise gestion de De La que le gouvernement socialiste Rosa, les entreprises qu'il

LÉGISLATIVES DU 6 JUIN

LE PSOE ET SA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE PASSEE, PRESENTE ... ET À VENIR

1982 en obtenant 48% des voix et plus de 10 millions de voix, les socialistes espagnols avaient promis de créer 800 000 postes de travail. Aujourd'hui, l'Espagne compte plus de 3 millions de chômeurs, soit 22% de la population active, pourcentage double de la France, et le plus élevé de la Communauté Européenne.

C'est qu'en 11 ans, Gonzalez et les différents gouvernements socialistes se sont durement attaqués à la classe ouvrière espagnole. Au

Arrivés au pouvoir en nom de la modernisation de l'économie et de la nécessité de s'aligner sur l'Europe, ils ont procédé à des centaines de milliers de licenciements en "restructurant" les chantiers navals et la sidérurgie notamment, ainsi que les entreprises du service public comme la RENFE, les chemins de fer espagnols.

Cette politique leur a valu un tel discrédit auprès des travailleurs que l'UGT, le syndicat traditionnellement lié au PSOE (les ministres socialistes en sont adhérents et le leader de l'UGT a longtemps

Il s'est attaqué, il y a un an, à la fraction la plus vulnérable des travailleurs : les chômeurs. A l'issue d'une campagne indigne contre les chômeurs qui fraudaient l'INEM (l'ANPE espagnole), le gouvernement a fait adopter par le roi — pour éviter une discussion parlementaire qui aurait retardé son application — un décret allongeant du double la durée de temps nécessaire pour avoir cotisé

pouvoir d'achat des travailleurs espagnols avait baissé de façon sensible, mais le principe d'un certain ajustement des salaires avait été maintenu : les conventions collectives comportaient des clauses de révision salariale permettant de compenser la hausse des prix. Mais dans ce domaine aussi, le gouvernement socialiste a décidé de resserrer la vis en donnant l'exemple d'une politique salariale encore plus antiouvrière.

C'est ainsi qu'après avoir menacé les fonctionnaires de "geler" les salaires, il n'a accordé qu'une augmentation à peine supérieure à 1% alors que l'inflation sur les douze derniers mois est de 4% — et décidé de supprimer la clause de révision salariale.

Enfin, après avoir beau-



été député socialiste) a cru bon pour sauvegarder son influence de prendre ses distances à l'égard du gouvernement et du Parti Socialiste.

Parallèlement à cette politique antiouvrière, le gouvernement socialiste a favorisé la patronat et les spéculations financières: "L'Espagne est le pays d'Europe où l'on peut s'enrichir le plus vite" se vantait Carlos Solchaga, le ministre de l'Economie. Et alors que croissait le nombre de chômeurs, que des régions entières étaient ruinées par les fermetures d'usines, apparaissaient les nouveaux l'enrichissement fut météorique.

Les sacrifices demandés aux uns et les cadeaux faits aux autres n'ont évidemment rien arrangé à la situation économique espagnole. Tout au contraire, les spéculations financières ont provoqué trois dévaluations successives de la peseta et les fermetures d'usines ont continué de plus belle. Mais le Parti Socialiste a poursuivi sans désemparer sa politique antiouvrière et ces derniers mois, il l'a même renforcée.

et réduisant de moitié la période pendant laquelle les chômeurs pouvaient percevoir leurs allocations. Ceux qui n'avaient plus droit au "requins" de la finance, dont chômage ne touchaient plus qu'une allocation de subsistance, qui en représentait à peine la moitié.

Le gouvernement socialiste a aussi accédé aux demandes des patrons en accentuant la précarisation de l'emploi : les patrons peuvent utiliser désormais 17 formes différentes de contrats temporaires. Et aujourd'hui, un tiers des travailleurs espagnols ont un emploi précaire.

Enfin, il y avait un domaine dans lequel les attaques avaient été plus mesurées : celui des salaires. Bien sûr, le

coup hésité, le gouvernement socialiste a décidé "restructurer" les Charbonnages, un secteur ouvrier traditionnellement combatif et dont une fraction est un bastion ouvrier socialiste. Cela se traduit de nouveau par des milliers de licenciements, la fermerture de la plupart des puits et la ruine complète des Asturies dont toute l'activité économique est basée sur les mines... et la sidérurgie!

Piquet de grève devant une des entrées de l'entreprise municipale de bus de Madrid.

> Les phrases de Gonzalez disant dans l'euphorie de la victoire électorale qu'il avait compris qu'il fallait apporter "des changements au changement" ne seront que des vœux pieux : avant, pendant et après les élections, la politique antiouvrière continue...

fairisme roi

contrôlait étaient en faillite. Le bal créancier est KIO luinême!

Mais depuis plusieurs mois, es travailleurs des usines du groupe KIO, notamment de 'entreprise FESA, qui produit des engrais, sont en chômage et ne touchent plus leurs salaires. Les travailleurs de FESA ont décidé d'occuper leurs usines, notamment à Séville et à Carhagène, et réclament le mainien de leur emploi et de leur salaire. Devant leur déterminaion, notamment à Carthagène, où il y eut une véritable émeute, e gouvernement a temporisé en epoussant les mesures définiives de licenciement au 15 juin.

Il n'a pas hésité pour autant problème, c'est que leur princi- d'ailleurs, pendant les élections, à faire matraquer par 300 policiers des unités antiémeutes, les 242 travailleurs et leurs familles de l'usine FESA de San Jéronimo à Séville, qui avaient décidé de remettre leur usine en marche et de vendre directement leur production aux agriculteurs.

Le 15 juin approche et l'inquiétude et le désespoir des travailleurs grandit: la cinquantaine d'ouvriers de Carthagène qui occupe leur usine ont même menacé, s'ils étaient licenciés, de déverser des milliers de tonnes d'ammoniac dans la

Dans le monde



Curieux paysage politique que celui qui est sorti, dimanche 6 juin,

des urnes italiennes. Ce jour-là avaient lieu des élections municipales - mais aussi parfois régionales ou provinciales - concernant quelque onze millions d'électeurs dont ceux des deux plus grandes villes du Nord, Milan et Turin.

LA POUSSÉE DE LA "LIGUE DU NORD"

Dans ces deux dernières villes, et en particulier Milan, les élections ont confirmé une fois de plus la croissance de la "Ligue du Nord" d'Umberto Bossi. Ce parti qui a poussé en quelques années en se nourrissant de démagogie régionaliste, anti-méridionaux, anti-immigrés et anti-"système des partis", a recueilli 40,9% des voix à Milan et 23,4% à Turin. Il a ainsi, dans les deux cas, plus que doublé ses voix par rapport aux élections législatives de l'an dernier qui avaient déjà vu son affirmation.

est vrai, l'enquête dite des ruption des partis qui a conduit en prison bon nombre de politiciens des partis installés au pouvoir, en premier lieu la Démopartis • traditionnels payent le plus cher, et de Mafia ou du PDS.

façon spectaculaire, l'affirmation du parti de Bossi. Le Parti Socialiste, dont Milan était l'un des fiefs et qui y recueillait 19,2% en 1990 et encore 13,2% des voix en 1992, sort de ce scrutin avec 1,6% des voix. La Démocratie-Chrétienne, de 20,7% en 1990 et 16,3% en 1992, passe elle à 9,4%...

A Turin l'évolution est comparable, même si l'affirmation de la "Ligue du Nord" est un peu moins marquée et l'écroulement de la Démocratie-Chrétienne et du Parti Socialiste un tout petit peu moindre.

PDS, PRC ET "RETE"

Plus au sud évidemment, Entre les deux il y a eu, il la "Ligue du Nord" fait moins recette. Au centre de "mains propres" sur la cor- l'Italie et notamment à Ancône, c'est le PDS (ex-Parti Communiste) qui sort vainqueur du scrutin. Plus au , me est déjà le plus visible. sud encore, par exemple à Catane en Sicile, la chute de cratie-Chrétienne et le Parti la Démocratie-Chrétienne se Socialiste. Ce sont ces deux fait au profit de ses dissiqui dents de la "Rete" anti-

Ces élections étaient les premières où, dans les communes, était appliqué un mode de scrutin aboutissant à l'élection directe du maire par un vote majoritaire à deux tours.

ETRANGES

La répartition proportionnelle des sièges était maintenue pour chaque liste, mais avec une prime majoritaire pour les listes ayant soutenu le maire vainqueur du scrutin. Le but étant évidemment d'éviter les mini-crises gouvernementales à l'échelle des conseils municipaux, en dépendre faisant conseillers du maire élu au suffrage universel, et non le maire des conseillers municipaux et de leurs majorités fluctuantes... Ces élections servaient ainsi de banc d'essai pour le système majoritaire qu'il est question d'introduire à tous les niveaux de la politique ita-

Et en attendant de savoir ce qui sortira du paysage politique éclaté de l'Italie et de ses laborieuses recompositions, c'est peut-être à gauche que l'effet du systè-

A part l'affirmation de la Ligue du Nord, un des faits marquants est en effet, à Milan et Turin, le progrès du PC maintenu sous le nom de "Parti de la Refondation

le progrès se fait aux dépens du PDS et l'on assiste ainsi au renversement du rapport de forces entre le PDS qui a abandonné l'étiquette communiste et le PRC qui l'a maintenue. A Milan et Turin, c'est donc maintenant le second qui, électoralement, est majoritaire... C'est sans doute de la part de l'électorat du PDS un désaveu de sa politique, et notamment de sa disponibilité, affichée ces derniers temps, à cautionner les réformes politiques et les projets gouvernementaux, sans parler de son implication dans quelques affaires de corruption.

Mais par l'effet du nouveau système et de la pression au regroupement des le succès listes, "Refondation Communiste" disparaît derrière celui du candidat maire qu'il a soutenu, par exemple à Milan le candidat de la "Rete" anti-

Mafia Nando dalla Chiesa, fils du général dalla Chiesa assassiné par la Mafia.

Alis Ita / Gamma

Ainsi, ce qui aurait pu apparaître comme le succès d'une opposition de classe est déjà confondu — pour le seul bénéfice de l'élection de quelques conseillers de plus - dans celui d'un vague regroupement de gauche où, côte à côte, la "Rete", les Verts, le PDS et le PRC soutiennent un vague "démocrate". Et dans la foulée, le leader du PRC Garavini a déjà fait appel au PDS, à la "Rete" et aux Verts pour "s' unir pour permettre aux forces progressistes de gouverner le pays".

Alors, pendant que les partisans de Bossi vont sans doute au lendemain du second tour s'installer à la mairie de Milan, à gauche un Garavini est peut-être déjà en train de lancer une sorte d"'Union de la gauche" à l'italienne dont le PRC fournirait les électeurs... pour permettre à d'autres de gouverner contre la classe ouvrière.

André FRYS

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE JUIN 1993 (N° 54)

FRANCE : La droite gouverne à pas prudents.

RUSSIE: Plus Eltsine veut saisir de pouvoir, moins il en tient.

Ex-YOUGOSLAVIE: La loi des bandes armées.

AFRIQUE DU SUD : Explosions de colère et politique de l'ANC.

ITALIE: La crise politique et l'opération référendaire.



Prix: 10 F

Envoi contre 12 F en timbres

Grande-Bretagne LA SEMAINE DE TRAVAIL EXTENSIBLE

En Grande-Bretagne, la position adoptée par le gouvernement Major sur la législation des horaires de travail a soulevé une certaine indignation parmi travailleurs.

Il faut savoir que la Grande-Bretagne est le pays d'Europe où les salariés ont les semaines de travail les plus longues - 44 heures en moyenne. Officiellement, un

travailleur manuel sur cinq travaille plus de 60 heures par semaine tout au long de l'année. Il n'y existe aucune législation sur la durée du travail, pas plus sur la durée hebdomadaire que sur la durée quotidienne.

Les patrons usent et abusent de cette situation, et pas seulement les "cow-boys". Les grandes entreprises tout autant que les autres, à cette

différence près, il est vrai, qu'elles "paient", relativement largement, en heures supplémentaires, en particulier dans les secteurs un peu qualifiés.

Ainsi voit-on couramment dans l'automobile des ouvriers qualifiés travailler en maintenance sept jours sur sept tout au long de l'année. Ou encore aux ateliers des presses de Ford, des ouvriers qui sont théoriquement (c'est la nouvelle façon d'embaucher chez Ford depuis deux ans) travailler trois équipes de suite - 24 heures d'affilée dans un bruit infernal,

pardonnent pas la moindre erreur de manoeuvre.

D'ailleurs le gouvernement donne lui-même l'exemple puisque les chemins de fer restent, et de loin, le secteur où l'horaire moyen de travail est le plus long. Et pour cause, avec un salaire brut mensuel qui atteint l'équivalent de 4 100 F pour les employés de quai, il faudrait un deuxième emploi pour survivre. Alors, nombre de cheminots ont de actuelle des grandes gares.

l'empire des "cow-boys" s'est aussi développé. En compilant les rapports des bureaux d'aide sociale, le Groupe d'Action contre la Pauvreté a révélé un allongement brutal des horaires hebdomadaires dans des domaines qui étaient jusqu'ici dominés par le temps partiel. Ainsi chez les employées de la coiffure où les cas de semaines de plus de 90h sont devenus monnaie courante. En l'absence de convention collective ou d'une réglementation contrôlée des conditions de travail, les patrons, et ce sont souvent des chaînes de coiffeurs, mettent le marché en main à leurs salariées : ou bien ils mettent la clé sous la porte, ou bien elles acceptent une réduction de salaire importante en échange de quoi elles ont le "droit" de travailler plus... Et c'est ainsi qu'une coiffeusemanucure de 23 ans de la banlieue de Londres, ayant plusieurs années d'expérience, arrive à faire des semaines de 92 heures pour un salaire horaire de 16,50 F. Et son patron possède plus d'une centaine de magasins dans le

F.R.



Ouf! Les ministres de l'Emploi des 12 de la CEE en ont vraiment mis un coup cette fois. Début juin ils ont enfin voté un texte réglementant la durée maximum du travail dans toute l'Europe.

Ce plan flambant neuf de l'Europe sociale prévoit qu'aucun salarié ne pourra désormais être contraint à travailler audelà de 48 heures par semaine.

Enfin presque. Parce qu'en fait, ce n'est pas vraiment 48 heures chaque semaine, mais 48 heures hebdomadaires en moyenne. La période de référence servant au calcul de cette moyenne reste d'ailleurs dans un flou artistique pour l'instant, apparemment à cause de divergences entre repré-

L'EUROPE SOCIALE EN MARCHE ARRIÈRI

sentants français et allemand.

Et il y a d'autre "mais". Par par hasard... exemple, cette disposition ne s'appliquera pas à certains secteurs, ni dans celui des transports ni dans celui de la sécurité, en particulier, justement des secteurs où les amplitudes de travail sont parmi les plus importantes, comme par hasard...

Mais la plus grosse réserve, c'est de savoir si cette "loi" européenne s'appliquera oui ou non. Deux ministres se sont en effet abstenus dans le vote, ceux représentant le Danemark et la Grande-Bretagne, justement les deux seuls pays d'Europe où n'existe aucune loi fixant une durée maximale de l'horaire de travail, comme d'hygiène ni une question de que le gouvernement anglais

tant anglais a d'ores et déjà annoncé qu'il ferait appel de cette décision qu'il comptait bien rendre nulle et non avenue. Motif: le vote de la nouvelle loi s'est fait sous le couvert de la législation sur l'hygiène et la sécurité, pour laquelle l'unanimité des participants n'est pas requise. Or, selon le représentant anglais, un jeunot tout frais émoulu du giron de l'appareil du Parti Conservateur qui avait fait son entrée au gouvernement une dizaine de jours plus tôt, la limitation de la durée du travail ne serait ni une question

sécurité. Et sans doute, de son s'en est servi pour justifier un Mais surtout, le représen- point de vue, celui du patronat, réalignement de l'âge de la il a raison, c'est une question de gros sous!

Va-t-on voir, en attendant que la question soit tranchée, les nombreux patrons européens à qui les travailleurs ont réussi de longue date à imposer des horaires de travail un peu plus humains, se retourner vers les salariés avec un "puisque c'est l'Europe qui le dit" à la bouche? Comme cela s'est vu avec la réglementation européenne contre la discrimination sexuelle, au nom de laquelle le travail de nuit des femmes a retrouvé une respectabilité en France tandis

retraite des femmes sur celui, plus élevé, des hommes.

Il est vrai que lorsqu'il s'agit de trouver des prétextes pour rogner sur les conditions d'existence des travailleurs, les patrons et leurs gouvernements ne sont jamais à court. Quand ils n'invoquent pas l'Europe, ils invoquent la lutte pour l'emploi, comme Balladur pour encourager la baisse des salaires.

En attendant, la marche inexorable de l'Europe sociale continue... à reculons.

François ROULEAU



A en juger par ce qu'a rapporté la times" de Milosevic parus dans la presse française, la réaction de la police a été délibérément brutale. Plusieurs dizaines de manifestants ont été blessés, certains par balles. La police a profité de l'occasion pour occuper le siège du Parti du Renouveau Serbe dont le leader, Vuk Draskovic, a été aussitôt arrêté ainsi que sa femme et plusieurs députés présents.

"terreur fasciste" du régime de Milosevic.

Moins de 48 heures plus tard, arguant du décès d'un policier tué au cours de cette manifestation, qui pourrait avoir été abattu par un provocateur dit-on aujourd'hui, Draskovic a été inculpé de tentative de renversement de la constitution par la force encourant ainsi une peine minimum de 10 à 15 ans de prison. Dans le même souffle le parquet de Belgrade a réclamé l'interdiction du Parti du Renouveau Serbe.

DES RIVAUX PLUS QUE DES OPPOSANTS

On assiste donc à un durcissement du régime de Milesovic contre son opposition en tout cas.. Non pas d'ailleurs que Cosic ou Draskovic aient jamais défendu à ce jour une politique vraiment différente de celle de Milosevic. Ils n'ont en tout cas rien des "démocrates" que se plaisent à dépeindre les politiciens occidentaux dans les innombrables communiqués en faveur des nouvelles "vic-

presse ces jours derniers.

de manifestants à se retrouver dans les rues de Belgrade pour protester contre la

Dans les années 1980, Dobrica Cosic, comme bien d'autres intellectuels moins connus à l'époque, mit son prestige d'écrivain de renom au service de la cause douteuse du nationalisme grand-serbe, puis de la démagogie encore plus douteuse dirigée contre la minorité albanaise du Kosovo qui servit de cheval de bataille aux ambitieux tels que Milosevic. Et sans doute la caution et le prestige de Cosic furent-ils bien utiles à Milosevic et à la cohorte d'anciens apparatchs qui le suivaient, pour légitimer leurs ambitions et consolider leur position au pouvoir.

Quant au Parti du Renouveau Serbe de Vuk Draskovic, il s'est toujours placé, comme son nom l'indique d'ailleurs, sur le terrain du* retour à la Grande Serbie, voire à la royauté serbe. Et si il a cherché, dans une certaine mesure, à s'appuyer sur le mécontentement de la population face aux conséquences de la guerre civile, ce n'a pas été au nom de la reconnaissance du droit des peuples, mais au nom de la nécessité pour la Serbie d'obtenir la reconnaissance des grandes puissances (celle de la Serbie mais aussi du même coup celle de Draskovic) en se soumettant à leur arbitrage.

En écartant Cosic, apparemment sans grande opposition d'ailleurs, Milosevic ne se débarrasse donc pas d'un opposant mais tout au plus d'un rival. Et ce n'est pas la première fois.

semblable, mais au sein de son propre parti, que Milosevic prit le devant de la scène politique en 1987 en écartant Stambolitch qui avait été jusqu'alors son protecteur.

Comme Cosic, Draskovic est un rival pour Milosevic plus qu'un opposant à sa politique. A ceci près néanmoins qu'il cherche à capitaliser le mécontentement existant dans la population et s'offre ostensiblement aux puissances occidentales comme une solution de rechange au régime de Milosevic. Or, l'impérialisme en est à entériner le fait accompli de la guerre civile et des conquêtes des chefs de guerre dans l'espoir d'une stabilisation de la situation dans l'ex-Yougoslavie. Milosevic ne tient certainement pas à laisser aux Occidentaux la possibilité de lui préférer un rival, un soi-disant "oppoqui ferait meilleure figure auprès de l'opinion publique occidentale que ce Milosevic que la presse occidentale vomit depuis si longtemps.

DU DURCISSE-MENT À LA FUITE **EN AVANT**

Le problème pour Milosevic est que, par ces mesures, il ne renforce pas que lui-même. L'extrême-droite ultra-nationaliste de Seselj a en effet

Ce fut en effet par un coup de force joué un rôle de tout premier plan dans cette affaire. C'est elle qui, depuis plusieurs mois, a fait de Cosic un bouc-émissaire, l'accusant de trahison pour le soutien qu'il a donné au plan Vance-Owen. C'est encore elle qui a eu le beau rôle, si l'on peut dire, dans l'épisode du député roué de coups montré par la télévision, puisque ce sont les victimes qui se retrouvent en prison alors que les agresseurs ne sont même pas inquié-

Et que Milosevic ait effectivement cédé aux surenchères de l'extrême-droite ou pas en écartant Cosic et Draskovic, c'est quand même ainsi que cela peut apparaître aux yeux des couches non négligeables (l'extrême-droite représente 30% des sièges au Parlement fédéral) sur lesquelles elle s'appuie. Cela peut renforcer la crédibilité d'indivisant démocrate" comme Draskovic, dus comme Seselj, et la concurrence de l'extrême-droite. Cela pourrait bien alors pousser le régime dans une fuite en avant lourde de dangers, surtout si l'aggravation des conditions matérielles dans lesquelles se débat la population serbe lui faisait craindre une crise sociale.

> Après tout, ce fut justement pour faire face à la menace d'une crise sociale, au moins autant que pour promouvoir sa carrière personnelle, que Milosevic a commencé à brandir la démagogie anti-albanaise à la fin des années 1980, et contribué à engager la Yougoslavie dans le bourbier des guerres de bandes.

> > François ROULEAU

Dans les entreprises

Thomson - CSF (Bagneux-92)

LICENCIEMENTS **ANNUELS!**

On entend beaucoup les patrons et le gouvernement parler de lutte contre le chômage. Et pendant ces discours devant les caméras, leurs services de "Relations humaines" licencient à tout va! C'est le cas à la Thomson-CSF, toujours entreprise d'Etat — et donc contrôlée par les gouvernants - jusqu'à sa privatisation évoquée. Les dirigeants du trust ont annoncé, le 26 mai dernier, le énième plan de licenciement depuis 1984 (politique inaugurée avec la gauche et ses nationalisations).

La direction de Thomson-CSF a annoncé que les "sureffectifs" s'élèveraient à 1632 pour 1994, qui s'ajouteraient aux 1784 de 1993. Elle a annoncé en plus 2000 suppressions de postes de sous-traitance pour "sauver", paraît-il, 400 emplois "Thomson". Question de désigner des boucs émissaires...

Avec les filiales, cela fait près de 6000 suppressions d'emplois planifiées, organisées par le trust de l'armement français qui a avoué pourtant 1,5 milliard de francs de bénéfices pour 1992, et qui en a déclaré chaque année autour de 2 milliards. Que ce soit un peu fort de café, plus d'un dans l'entreprise le pense et le dit.

Après l'annonce de ces nouvelles coupes sombres, des assemblées ont été organisées et ont regroupé : 350 personnes à Bagneux (92), à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO; 130 personnes (sur 600) à Cergy-Pontoise (95). A Malakoff (92), dont l'usine doit être fermée au mois d'août 1993, et le personnel - non licencié transféré à Elancourt et Massy entre autres, un syndicat "SUPPer", constitué autour d'exclus de la CFDT, a pris l'initiative de s'adresser au personnel d'autres centres, dont Bagneux, pour proposer un rassemblement de l'en-

semble des salariés de Thomson-CSF.

En ce qui concerne les revendications, certains syndicalistes proposent la reconversion d'une partie des activités militaires dans le domaine civil. Cela ne poserait pas de problèmes à la direction, à condition que cela lui rapporte, et cela n'irait pas davantage sans licenciements. Les milliers de licenciés de Thomson qui travaillaient par exemple dans la radiologie, la télé, le téléphone en savent quelque chose. Et les "solutions industrielles" souvent proposées à la direction par les syndicats n'en sont pas, pour les travailleurs du moins.

Cela dit, un rassemblement important des travailleurs de divers centres Thomson touchés par les licenciements nouvellement programmés pourrait être un premier avertissement. D'autant que la direction annonce, parallèlement aux licenciements, une restructuration des domaines industriels de Bagneux, Meudon, Sartrouville (1700 personnes), pour la période de juin-juillet qui précède les vacances.

Correspondant LO



Depuis qu'elle a annoncé le 13 mai dernier son projet de jeter à la rue 150 d'entre nous, la direction d'ELM Leblanc nous distille les informations quant à ce qu'il en sera vraiment du "plan social" de licenciements. D'évidence, elle craint que toute précision sur qui sera licencié, ou sur les conditions dans lesquelles elle portera ses coups, déclenche des réactions. Et il y aurait en effet de quoi réagir, même en sachant seulement ce que nous savons, aujourd'hui.

Le 3 juin dernier, lors d'un comité d'entreprise à l'occasion duquel 130 travailleurs s'étaient réunis afin d'accompagner les délégués à la réunion, le PDG Baudrillart a annoncé que le nombre total de suppressions de postes passait de 150 à 130, mais qu'au lieu de 92 travailleurs en FNE, il n'y en aurait plus que 47. Les licenciements "secs" passeraient ainsi de 58 à 83. Déguisée sous une prétendue diminution du nombre des suppressions d'emploi, il s'agit donc là d'une aggravation du projet patronal. D'autre part, la direction confirmait qu'aux indemnités légales de licenciement, elle ajouterait une prime de départ de... 1 000 F par année d'ancienneté. Une largesse qu'elle n'accorde, toutefois, ni à ceux qui ont moins de deux ans de maison, ni à ceux qui partiraient en FNE!

L'annonce de cette mesure a déclenché, en se répandant dans l'usine, de nombreuses discussions et un sentiment de révolte face à cette pingrerie des patrons du groupe Taittinger, parmi les plus fortunés de France, qui se proposent non seulement de licencier, mais encore de licencier sans débourser un sou ou presque.

Enfin, parmi les principales mesures annoncées à ce jour, la proposition du travail à mitemps ressemble à un véritable chantage. La direction déclare en effet que si une personne en trouve deux autres pour travailler à mi-temps (avec bien sûr, primes diminuées de moitié et seulement 73 % du salaire brut antérieur), alors elle ne sera pas licenciée! A nous qui gagnons autour de 6 000 F par mois de diviser nos salaires en

Les patrons d'ELM, Paul Baudrillart, Marcel Leblanc, Taittinger et compagnie estiment certainement qu'aujourd'hui, pour eux, tout est possible. Comme le patron de SKF, comme celui de Morin Emballages, comme tant d'autres, ils sont certainement persuadés que tout leur est permis. A nous de leur interdire de nour priver de notre seul moyen de vivre.

Correspondant LO

Arsenal de Lorient

LES MESURES LEOTARD

de tous les syndicats, des milliers de travailleurs de l'arsenal de Lorient étaient en grève de 24 heures et juin, la grève était encore manifestaient dans les rues Lorient. Depuis l'annonce, par Léotard, ministre de la Défense, de la fermeture de la base des sous-marins et de la diminution des effectifs à Lorient, PS et ex-ministre, l'arsenal, les travailleurs de trouver que Léotard va sont inquiets pour leur ave-

Mardi 8 juin, à l'appel nir. Plusieurs débrayages avaient déjà eu lieu ras- ces gesticulations politisemblant plus de 1000 personnes à chaque fois. Le 8 plus suivie.

Ces mesures de restructurations avaient été préparées par le gouvernement précédent, n'empêche pas le maire de un peu vite en besogne.

Personne n'est dupe de ciennes. Mais il n'en reste pas moins que ces attaques du gouvernement contre l'emploi nous restent en travers de la gorge, non pas à cause de la "remise en cause de l'indépendance nationale" comme l'indiquait un orateur syndical, mais parce que le chômage touche toutes les familles.

D'autres actions sont programmées par les organisations syndicales, en tout cas la manifestation nous a permis de montrer notre force et beaucoup d'entre nous étaient contents de se retrouver si nombreux.

Voilà quelques années que cela n'était pas arri-

Correspondant LO

Dans les entreprises

CHRU (Limoges - 87)

LA DIRECTION **VEUT NOUS FAIRE** PAYER LE DÉFICIT

Au CHRU de Limoges, le directeur a refusé au personnel soignant le 21 mai, jour accordé par Balladur sans aucune restriction à tous les fonctionnaires (vendredi, lendemain de l'Ascension).

De plus, lors du dernier Conseil d'administration, le directeur a annoncé des mesures de "redressement économique", en expliquant qu'en l'absence de ces mesures, il y aurait un trou de 50 millions de francs fin 1993 et 100 millions fin

Parmi ces mesures : moins d'internes, moins de praticiens hospitaliers, moins de remplacements dans les services, restriction sur le matériel à usage unique, suppression de la navette qui transporte les familles en visite du parking (très éloigné) au CHU lui-même, augmentation du tarif repas au self pour les accompagnants (+ 40%)...

Et surtout, la mesure qui a provoqué la colère du personnel est une diminution importante des bonifications d'ancienneté dont le personnel bénéficie à chaque passage d'échelon, et qui peuvent aller jusqu'à 10 ou 12 mois d'avancement. Cela constitue pour le personnel une véritable attaque contre les

La coupe étant pleine, à l'appel des syndicats le personnel s'est réuni trois fois. A chaque fois il y avait plus de monde. Le directeur refusa une entrevue, puis convoqua une réunion le vendredi 4 juin pour tout le personnel.

Plusieurs centaines de personnes sont venues pour demander le maintien des bonifications et le "jour Balladur". Mais avant les syndicats ont appelé à "ne pas provoquer", à "rester calme", sous prétexte qu'un autre directeur serait venu leur dire: "Attention, le directeur général va mal... il est au bord du suicide, il faut que les gens restent calmes".

Pas de problème, il a pu faire son show de 15 à 17 heures avec des trémolos dans la voix : "Toutes les mesures sont mauvaises, mais il manque de l'argent, la DDASS, le ministère ne veulent rien savoir..." Il expliqua que tout pouvait être rediscuté, mais en commission.

Il y eut des protestations, mais pas très décidées, et des cris : "Les bonifs", "Le jour Balladur" par-ci par-là, mais pas très repris. Pourtant il y avait un peu de mécontentement à l'égard des syndicats qui restaient très respectueux et ne demandaient pas de comptes au directeur.

A la fin, le directeur accepta de tenir un comité technique d'établissement le lundi 7 juin. A ce CTE, la direction proposa le maintien des bonifications comme avant... mais avec le paiement en deux fois, une partie fin juillet, et le solde quand il y aura des crédits! Elle refusa de discuter du jour Balladur sous prétexte qu'il y aurait un autre CTE fin

Peut-être attend-elle que le personnel se mette vraiment en colère? Correspondant LO

SNCF Orléans - Les Aubrais

Un nouvel accident ferroviaire RENTABILITE = DANGER

l'omnibus qui venait de Toury n'a pu s'arrêter à temps, en arrivant à Orléans. Le mécanicien du train a respecté les vitesses imposées au passage des balises - comme le montre la bande graphique (la boîte noire) de la machine – mais n'a pu stopper le convoi qui a percuté le butoir à 12 km/h. La première voiture de la rame s'est perchée sur ce butoir, avançant de plusieurs mètres sur le quai, à deux mètres des portes vitrées du

Par chance, il n'y avait que très peu de voyageurs dans ce train et sur les quais à ce momentlà. Seulement cinq voyageurs furent blessés légèrement. Mais que se serait-il passé si l'accident s'était produit à une heure de pointe?

La direction SNCF, pour l'instant, adopte un profil bas et se retranche derrière l'enquête judiciaire en cours. Et pour cause! Cet accident accuse une nouvelle fois sa politique de rentabilisation, tant au niveau de la formation qu'au niveau de l'entre-

La formation, d'abord. Ces rames banlieue sont d'un type

puisse dire cela d'un matériel usé iusqu'à la corde - pour les conducteurs des Aubrais. Deux rames sont arrivées il y a quelques mois sur la région de Tours, dont l'atelier a modifié le robinet de frein. Pour toute formation, les conducteurs ont eu droit à quelques aller et retour sur voie de service du triage limitée à 30 km/h et longue de 800 mètres! Puis ils étaient autorisés à la conduite de ces engins. Le camarade qui conduisait la rame ce jour-là avait eu cette formation il y a cinq mois et n'avait pas retouché à ce type de matériel depuis!

De nombreux cheminots des Aubrais se posent donc bien des questions. Le robinet de frein, d'un type nouveau, laissait présager de mauvaises manipulations surtout avec une formation aussi courte. Certains camarades avaient même averti la direction qu'il y aurait des problèmes.

Autre interrogation, le moteur de la rame a continué à fonctionner plusieurs minutes après l'arrêt, ce qui laisse supposer que les divers systèmes de sécurité - veille automatique, asservissement traction/freinage - n'ont pas

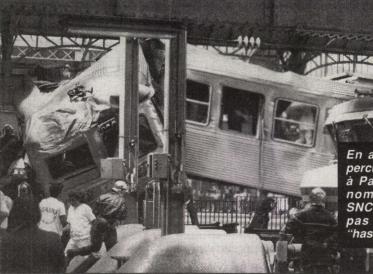
Jeudi 3 juin, vers 13 h 45, nouveau - si tant est que l'on fonctionné. Il a fallu couper le courant pour que le moteur s'arrête. Le patinage des roues a laissé une forte cavité sur les files

> La SNCF, après l'accident de la Gare de l'Est, il y a quelques années, s'était engagée à équiper toutes les motrices de l'asservissement traction/freinage qui coupe automatiquement l'effort de traction quand on donne un coup de frein. La rame en était équipée mais le système, selon toute probabilité, n'a pas fonctionné.

> Formation bâclée, systèmes de sécurité ne répondant pas à l'attente du mécanicien, matériel usé jusqu'à la corde, voilà les causes de cet accident. Après celui-ci, de nombreux cheminots et usagers dénoncaient ce vieux matériel et la dégradation des conditions de transport sur ces lignes. Ainsi que le fait que tout l'argent allait à la vitrine TGV! Il ne faut pas aller chercher plus loin les causes de la dégradation de la sécurité constatée depuis plusieurs années à la SNCF.

Beaucoup de cheminots étaient révoltés et prêts à se mobiliser si la direction cherchait un lampiste pour cacher sa politique dangereuse, ce qu'elle n'a pas osé faire jusque-là; une politique de rentabilisation qu'elle a encore renforcée en mai dernier en annonçant 6 700 suppressions d'emplois en 1993. La SNCF annonce donc clairement son intention de continuer et d'aggraver sa politique d'austérité.

Correspondant LO



En août 1988, le train qui avait percuté un butoir à la Gare de l'Est à Paris avait fait un mort et de nombreux blessés graves. La SNCF ne peut malheureusement pas toujours se féliciter que le 'hasard" fasse bien les choses..

LUTTE OUVRIERE

PLUS ILS PROFITENT, PLUS ILS LICENCIENT

monde a pu lire que les dirigeants de la société se félicitent

du résultat d'Alcatel-Alsthom pour 1992. Le bénéfice s'est

bouclé le plan de licenciements à Alcatel, s'apprêtent à en

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière GEC-Alsthom - Le Bourget.

élevé à 7,1 milliards de francs, en progression de 14%.

démarrer un autre à GEC-Alsthom...

En page centrale du journal Challenge de ce mois, tout le

Dans le même temps, les mêmes dirigeants, après avoir

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les tra-vailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson, Tirage: 14 000 exemplaires. Composition: Point-Virgule Photocompo sition - Pâris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F	
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F	
Europe (soit zone postale1) Autres pays, vole ordinaire – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada	420 F	210 F	100 F	
(soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne	
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,		O		
Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F	
- Océanie (soit zone 4) Autres pays voie aérienne	540 F	280 F	140 F	

ABONNEMENTS À LUTTE O	UVRIÈ	RE ET LU	TTE DE CLASSE	BU	
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE	NO	
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)	PR	
France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne	300 F 390 F	160 F 200 F	100 F 140 F	AD	
Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone,	420 F	210 F	100 F	co	
Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)	co	
Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) Océanie (soit zone 4)	520 F 540 F	270 F 280 F	140 F 140 F	Je LU	
Autres pays, vole aérienne – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada	480 F	250 F		(ray	
(soit zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	400 F	280 F	140 F 170 F	Rè	
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F	- F	
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande					

ILLETIN D'ABONNEMENT IENOM: RESSE: DDE POSTAL et VILLE : OMPLEMENT D'ADRESSE : m'abonne à : LUTTE OUVRIERE -TTE DE CLASSE, pour une durée de : yer la mention inutile). joint la somme de : glement: par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Le mystère Saint-Aubin

de Denis Langlois

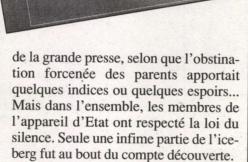
Le 5 juillet 1964 au matin. sur la route nationale 7, au lieu-dit "Les Esclapes" dans la commune de Puget-sur-Argens, entre Le Muy et Fréjus, la voiture de deux jeunes gens s'écrasait contre un arbre. Jean-Claude Saint-Aubin, âgé de 23 ans, fils d'horlogers-bijoutiers de Dijon, et Dominique Kaydash, 16 ans, fille de pâtissiers de la même ville, trouvaient ainsi la mort. Ils étaient sur la route des vacances et il aurait pu s'agir d'un accident "ordinaire". Ce fut d'ailleurs la thèse de la gendarmerie : le conducteur aurait raté un virage, parce qu'il aurait conduit trop vite, sur une route mouillée...

Mais les parents connaissaient les qualités de conducteur de leur fils. Ils exigèrent le rapport de la gendarmerie sur l'accident. Il leur fallut insister pour l'avoir. Ils allèrent vérifier sur les lieux, acquirent la conviction que la description faite était invraisemblable, qu'il n'était pas possible que le véhicule de leur fils se soit ainsi enroulé à un arbre sans avoir heurté préalablement un obstacle et que les témoins mentionnés étaient tous des personnes qui n'avaient de fait rien pu voir. L'enquête qu'ils entamèrent alors, en grande partie par leurs propres moyens et en enquêtant eux-mêmes, les conduisit à quelques vrais témoins, que les autorités avaient passés sous silence ou évacués (dont le principal, un travailleur algérien harki, qui trouva étrangement la mort dans l'incendie de son domicile dans l'Hérault).

De fil en aiguille — ou de pelotes mal ficelées en sacs de noeuds —, les parents Saint-Aubin, commerçants ayant pignon sur rue à Dijon, entamèrent une guérilla contre les autorités policières et judiciaires, pour que la vérité soit faite sur la mort de leur fils. Leur lutte longue et éprouvante dura presque trente ans, depuis l'été 1964 où ils portèrent plainte contre X auprès du juge d'instruction, pour homicide volontaire. Elle n'est pas finie; démarches, dossiers toujours très vite refermés, personnalités accueillantes un jour et muettes le lendemain, Denis Langlois raconte ce stupéfiant rodéo qui a récemment abouti à la reconnaissance par les autorités judiciaires presque trente ans après! — qu'un camion militaire avait bel et bien barré la route à la voiture du jeune Saint-Aubin.

Mais comment et pourquoi? Le mystère reste entier. Même si divers indices rendent très probable l'hypothèse d'une "bavure" des services secrets français, qui auraient utilisé un camion militaire pour "intercepter" soit une personnalité de l'OAS, soit un agent du KGB, et se seraient "trompés" de véhicule...Rien en effet ne ressemble plus à une Volvo immatriculée en Suisse, qu'une autre Volvo immatriculée dans le même pays.

Depuis l'été 1964, l'"Affaire Saint-Aubin" a été évoquée à quelques rares occasions dans des entrefilets ou articles



Le mystère Saint-Aubin

En 1981, quand un gouvernement de gauche succéda à ceux de droite, le garde des Sceaux Badinter nomma un magistrat pour reprendre l'affaire à zéro. Mais le dossier rouvert fut presqu'aussitôt refermé...

Comme l'écrit Denis Langlois: "Les gouvernements passent, les secrets d'Etat se perpétuent, ils sautent par-dessus les clivages politiques...Au-delà de la mort tragique de deux jeunes gens sur la route des vacances, l' "affaire Saint-Aubin" est devenue symbolique du mépris dans lequel l'Etat tient trop souvent les citoyens et tout simplement les êtres humains."

Si l'"affaire", au point où elle en est, n'est pas réjouissante, elle est instructive. Dans ce récit sobre et détaillé, la réalité dépasse malheureusement la fiction.

Michelle VERDIER

Le mystère Saint-Aubin de Denis Langlois Flammarion - 85 francs

deux livres de Wole Soyinka

sara

L'auteur nigerian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986, né en 1934, s'est servi de documents laissés par son père et de ses souvenirs pour écrire Isara.

Au travers de la vie de son père, directeur d'école respecté, et de ses proches, parents et amis, Wole Soyinka fait revivre l'évolution de la société nigériane dans les années trente et quarante. Dans ce pays sous protectorat anglais, les villages vivent encore leur vie traditionnelle, mais la société est en train de changer. Les superstitions chrétiennes se superposent à celles de la religion musulmane et aux coutumes africaines, les médicaments européens aux "protections" traditionnelles...

La Seconde Guerre mondiale, d'abord peu ressentie, finit par entraîner des répercussions : la vie économique s'intensifie, provoquant l'enrichissement de ceux qui peuvent en profiter — les tailleurs de l'armée anglaise par exemple! — la vie culturelle et politique aussi, avec la création de groupes de théatres, de revues, la montée du nationalisme et du syndicalisme.

Tout cela est raconté avec beaucoup d'humour, mais toujours du point de vue de



l'élite noire - enseignants, commerçants ou petits entrepreneurs ou syndicalistes —. formée par les missionnaires britanniques, élite qui navigue entre des aspirations contradictoires, entre le modernisme et les traditions, en essayant de tout concilier, et qui tout en s'ouvrant au monde reste encore très dépendante de ce qui passe et se pense au

réédition

en poche

Aké, les années d'enfance

En même temps est réédité en Livre de Poche un livre plus ancien, Aké les années d'enfance qui constitue, sur le plan chronologique, la suite d'Isara. Wole Soyinka y décrit ses dix premières années, au sein d'une famille vivant à l'européenne sur le territoire de la mission où son père est directeur d'école. Wole découvre le privilège de la culture qui lui donne, tout jeune, un pouvoir face aux adultes. Il découvre aussi l'injustice.

Le récit est savoureux et coloré, mais retrace aussi la dureté de la vie quotidienne pour la majorité de la population, en particulier pour les femmes. Wole Soyinka relate en particulier le démarrage d'un mouvement de femmes animé par sa propre mère. Elles apprennent d'abord à lire et à écrire - autant pour contrôler leurs enfants qui vont à l'école que pour se défendre contre l'administration — et sont amenées à affronter les fonc-

Wole Soyinka Aké les années d'enfance

tionnaires et le pouvoir local. Les dernières pages de Aké laissent entrevoir un Nigeria qui bouge, où la domination de la Grande-Bretagne commence à être contestée.

Sylvie FRIEDMAN

Isara de Wole Soyinka, éditions Belfond. Aké les années d'enfance, réédition en Livre de Poche, du même auteur.

Les brochures Prix: 10 F -Envoi contre du Cercle dernières 12 F en timbres parues par brochure Léon Trotsky demandée. - Italie : une crise particulière? (N° 54 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 11 décembre 1993). - De "l'Affaire de Panama" aux "affaires" en cours : les scandales politico-financiers, une longue tradition... (N° 55 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 janvier - Au lendemain des élections législatives de mars 1993 (N° 56 - Réunion publique avec Arlette Laguiller du 16 avril 1993).



CERCUEILS HUMANITAIRES

La fable de "l'intervention humanitaire" des grandes nations en Somalie avait commencé par quelques petits paquets de riz de 500 g que les enfants des écoles devaient envoyer aux enfants somaliens. Elle avait continué par un sac de riz de 50 kg posé négligemment sur l'épaule du ministre Kouchner, manches de chemise retroussées... presque en même temps que débarquaient dans le pays quelques milliers de marines américains bardés d'armes.

Mais 22 cercueils viennent de faire le voyage retour, de Mogadiscio au Pakistan. Ce sont ceux des soldats pakistanais tués samedi 5 juin dans l'un des plus sanglants accrochages entre un contingent de l'ONU et des hommes du plus puissant des chefs militaires de Somalie, le général Aïdid. 38 Somaliens ont également été tués dans le même accrochage. Sans cercueil.

L'opération de l'ONU en Somalie est bien une vraie guerre, inhumaine et crapuleuse, comme toutes les guerres.



général de l'ONU pour superviser les opérations menées par les troupes venues de 23 pays : 18 000 hommes actuellement, des Pakistanais (le plus gros contingent, 4 700 hommes), des Egyptiens, Marocains, Italiens, Français (1100), Britanniques, Grecs, Zimbabwéens... Prochainement 4 000 Indiens devraient les rejoindre ainsi que, pour la première fois, un contingent allemand de 1 500 hommes. L'amiral Howe espère voir passer prochainement ses troupes à 28 000 hommes. La mission est loin

Car en six mois d'intervention militaire des grandes puissances, il n'y a en Somalie évidemment ni davantage de

sécurité, ni moins de misère, ni moins de guerre. Quant aux organisations humanitaires, elles ferment boutique. L'une d'elles, CARE, rapporte le magazine américain Time, s'est trouvée en février en conflit avec une partie de ses gardes armés mis au chômage qui lui réclamaient des payes qu'ils estimaient dues. CARE a refusé, a licencié la plupart de son personnel et suspendu toutes ses distributions alimentaires pour éviter les vols dans ses entrepôts. D'autres organismes ont fait de même, pour raisons sécuritaires aussi, ont-ils dit.

Il y a seulement maintenant en Somalie des armées en plus. Ces troupes n'ont fait sur place de maintien de l'ordre, de contrôle de la population. En même temps elles contribuaient d'une certaine façon à accroître même le crédit des principaux chefs de guerre somaliens en négociant avec eux des partages de zone à contrôler, et en multipliant les efforts pour tenter de négocier un accord entre ces divers chefs militaires somaliens.

Car de la population somalienne et de sa misère, les USA et 1'ONU se moquent totalement. Leur seul souci est l'ordre ; et le succès de leur opération, si tant est qu'il soit possible, ne serait que la mise en place d'une dictature enfin stable sur la population du pays et à la botte des USA. Le général Aïdid lui-même n'est

pas le plus mal placé pour cela.

La version donnée par ce général de l'accrochage entre Somaliens et soldats pakistanais est que l'attitude provocatrice des casques bleus dans les rues de Mogadiscio aurait provoqué une réaction spontanée de la foule. Sans qu'on puisse s'y fier, cette explication contient probablement une part de vérité : les contrôles permanents d'une population misérable par des soldats bien nourris, bien armés, pourvus de tout et qui se croient tout permis, ne peut que développer la haine de la population, voire fournir de nouveaux partisans au général Aïdid ou à ses semblables.

Olivier BELIN



Clinton infidèle à ses amies, pas au capital "déjà vu" dans cette histoire. Mais finale-

Pour la troisième fois, Clinton s'est fait piéger dans une nomination à un poste responsable. Cette fois, Clinton a dû se débarrasser de Lani Guinier, une juriste noire qui devait présider la division des Droits civiques dépendant du ministère de la Justice.

Pareille mésaventure lui était déjà arrivée au seuil de la présidence. Il avait déjà dû démettre une de ses amies, Zoé Baird, du poste de ministre de la Justice (l'"attorney général") parce qu'elle employait des gens de maison sans les déclarer. Déboutée également Kimba Wood, un temps envisagée pour le même poste, qui avait finalement échoué à Janet Reno, qui a

Lani Guinier, qui a connu le couple Clinton sur les bancs de l'université et qui devait pour une part à ce copinage sa nomination, ne ferait pas l'affaire, dit-on, parce qu'elle aurait écrit des articles juridiques proposant de favoriser la représentation des minorités ethniques.

Qu'on n'aille pas s'imaginer qu'il s'agit d'une dangereuse contestataire. Son propos était plutôt d'élargir le nombre de politiciens de couleur qui parlent au nom des minorités, plutôt que de défendre vraiment celles-ci. Mais cette candidature a suffi pour que se manifeste une coalition comptant toutes sortes de conservateurs, républicains comme démocrates. Et Clinton a dû se résigner à lâcher sa petite copine, car sa principale préoccupation est maintenant de pouvoir réunir derrière lui suffisamment de parlementaires pour fai-

géré d'une main de fer l'affaire de la secte re passer son budget, qui doit affronter bientôt les critiques des sénateurs.

> Les modifications apportées au projet de budget de Clinton sont à elles seules tout un programme. Il a renvoyé à plus tard (au mieux 1994) tout ce qui concernait la protection sociale et la santé. La lutte contre le déficit budgétaire semble se mener à fleurets mouchetés. Et du coup, il a tenu compte des suggestions des capitalistes du pétrole et de l'agro-alimentaire en se préparant à réduire le montant d'une taxe qui devait initialement les frapper.

Alors, entre la défense d'un budget qui penche du côté des possédants et le maintien à son poste d'une amie à la réputation, pas vraiment méritée d'ailleurs, de réformatrice, Clinton n'a pas été long à décider. Il s'est composé une figure désespérée et il l'a lâchée!

Evidemment une partie de la presse américaine ironise sur l'impression de

ment cet épisode lui a donné une occasion de rebondir en affichant plus nettement ses vraies intentions et ses positions.

Le temps de la campagne électorale était celui des promesses et des ambiguïtés. Il fallait plaire au plus grand nombre. Mais Clinton vient de donner une indication à ceux qui nourrissaient des illusions sur son compte. Il a peut-être été élu avec les voix des homosexuels, des syndicalistes, des minorités ethniques ou des femmes, mais le message qu'il ne cesse de faire passer, au fur et à mesure qu'il jonche sa présidence de promesses non tenues ou renvoyées à plus tard, c'est qu'il est élu avant tout pour servir en priorité les grands

On peut en être sûr. A eux, Clinton ne fera jamais ni fausses promesses, ni infi-

J.F.